

AU PREMIER JOUR DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Bouteflika et Benflis se disputent les panneaux d'affichage

Au premier jour de la campagne électorale, des candidats piétinent sur l'espace réservé à l'affichage des autres candidats, alors que dans certains quartiers populaires, la population n'a pas fait dans le détail : toutes les affiches ont été arrachées des panneaux réservés à cet effet.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - A Alger, sur la majorité des panneaux d'affichage, pourtant numérotés et répartis entre les six candidats à la présidentielle, figurent soit les portraits de Bouteflika, soit ceux de Ali Benflis.

Ainsi, et au premier jour de la campagne électorale, on piétine déjà sur le territoire de ses concurrents.

C'est la course vers les panneaux et l'exemple le plus édifiant est peut-être celui du Val d'Hydra, où sur un panneau de six cases figure seulement l'affiche du président sortant. Les autres ont, bien

entendu, été arrachés. Un peu plus loin, à hauteur de l'ambassade de France, les affiches de Ali Benflis occupent l'ensemble des panneaux au détriment des autres candidats.

Aussi, au niveau de la fontaine de ce quartier huppé de la capitale, une banderole des comités de soutien d'Abdelaziz Bouteflika est haut perchée sur un arbre. Même les murs n'échappent pas à l'affichage anarchique, où une série interminable de portraits défigurent le décor. A El Biar, par contre, les panneaux sont pratiquement vierges, avec comme seule case occupée, celle de celui qui veut succéder à

lui-même pour la quatrième fois. Idem, à El Mouradia, où seule l'affiche d'Abdelaziz Bouteflika est visible et d'ailleurs correctement placardée sur la case numéro trois.

C'est pratiquement le même schéma à hauteur de Ben Aknoun et les autres communes des hauteurs d'Alger où aussi le candidat Ali Benflis partage l'espace.

Au niveau des quartiers populaires, pour ne citer que Belouizdad, Hussein Dey et El Harrach, presque aucune affiche ne figure sur les panneaux.

Ce n'est pas qu'il n'y a pas eu d'affichage, mais des mains hostiles ont vite arraché les portraits des six candidats pour exprimer leur peu d'espoir de voir réellement l'Algérie se doter d'un Président démocratiquement élu le 17 avril 2014.



M. M.

Dans certains quartiers l'affiche de Bouteflika occupe les six panneaux.

Photo : DR

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL DU BARREAU D'ALGER

Le bâtonnier Sellini haut la main

La liste du bâtonnier sortant du Conseil de l'ordre du barreau d'Alger a remporté la majorité des sièges mis en compétition pour le renouvellement du Conseil de l'ordre. Ainsi, sur 31 membres, la liste de M^e Sellini a décroché 28 places, ce qui le place en pole position pour briguer un quatrième mandat en tant que président du barreau.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'était tard dans la soirée de samedi dernier, qu'il a été prononcé les résultats du scrutin portant renouvellement de la composante du Conseil de l'ordre du barreau d'Alger.

Ainsi, les 5 000 avocats inscrits ont élu pour les trois prochaines années, les 31 membres du Conseil qui, à leur tour, procéderont à l'élection du bâtonnier. A ce titre, il est important de noter que la liste du président du Conseil sortant en l'occurrence M. Abdelmadjid Sellini a remporté haut la main la «victoire», en décrochant 28 sièges sur les 312 mis en compétition.

Ainsi, les Bourayou, Benissad, Nora Ould Hocine, Bouchina, Ramdani pour ne citer que ceux-là ont été reconduits par leur pairs pour siéger au sein du Conseil de l'ordre. Ce scrutin a vu, par ailleurs, le retour de l'ancien bâtonnier, M. Abloui Mohamed-Arezki.

Deux autres postulants au poste de président du Conseil de l'ordre ont été également élus au sein de cette instance. Il s'agit des avocats Chaoui Abderezzak et Chaïb Sadek. Ce dernier, sans aucun doute déçu par le résultat du scrutin, a indiqué dans une déclaration à l'APS que «l'Algérie est le seul pays où le bâtonnier est élu par le Conseil du barreau (31 membres) alors que dans les pays avancés, cette prérogative est du ressort de l'assemblée générale des avocats (tous les avocats)».

Il est à noter que l'opposition à M^e Sellini s'est notamment exprimée ces derniers jours à travers un travail de coulisses très intense mais aussi des réunions et autres contacts pour pointer du doigt la «gestion chaotique du président sortant». Mais M^e Sellini, qui a déjà été bâtonnier national avant de céder sa place à M^e Lenouar, a rejeté en bloc ces accusations en défendant son bilan.

«On ne comprend pas pourquoi il veut se maintenir à la tête du Conseil après avoir déjà brigué plusieurs mandats», dira un avocat, qui a fait montre de son mécontentement par rapport au bilan de M^e Sellini et n'a pas manqué aussi de plaider pour le changement.

Ce leitmotiv a aussi été avancé par Sadek Chaïb dont le slogan de campagne est «ensemble pour le changement». Il reste à connaître si la bataille sera également serrée lorsqu'il sera question de procéder à l'élection du président du Conseil de l'ordre ?

A. B.

DÉPENSES DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

«Insuffisantes», pour M^e Fadène

Les dépenses de la campagne électorale plafonnées à six milliards de centimes sont pour l'ex-membre du Conseil constitutionnel et ancien député, M^e Mohamed Fadène, «insuffisantes».

Rym Nasri - Alger Le Soir - Abordant la loi électorale, M^e Mohamed Fadène estime que le législateur met des lois qui ne peuvent être appliquées sur le terrain. Il cite ainsi l'exemple des langues à utiliser lors de la campagne électorale, limitées à l'arabe et au tamazight. «Certes, l'utilisation de la langue française est strictement interdite mais ce n'est pas facile à appliquer puisque ça fait partie du langage courant de l'Algérien», a-t-il expliqué hier, au forum d'El Moudjahid à Alger.

Pour lui, cette «condition»

ne doit pas exister. D'ailleurs, poursuit-il, «la Commission nationale de supervision des élections présidentielles s'exprime en langue française».

Le juriste évoque également le volet financier de la campagne électorale. Plafonnées à 6 milliards de centimes, les dépenses de la campagne électorale demeurent pour lui, «insuffisantes». «Ce montant ne pourra jamais couvrir une campagne présidentielle. C'est insuffisant !», dit-il. Il reconnaît ainsi la difficulté dans le contrôle de la comptabilité de la campagne

électorale des différents candidats. A une question sur la non-neutralité des médias lourds (télévisions et radios publiques), à travers la diffusion de reportages et émissions qui mettent en évidence les «réalisations» du Président-sortant, l'ex-parlementaire affirme qu'il ne s'agit que d'un «bilan». Un bilan qui selon lui, peut être «positif ou négatif».

Quant aux chaînes de télévision, dites privées, créées spécialement pour faire la promotion d'un certain candidat aux présidentielles, M^e Fadène souligne un «vide juridique» par rapport à la loi sur l'audio-visuel. Toutefois, il affiche sa conviction quant à l'intervention de la Commission nationa-

le de supervision des élections présidentielles qui va prendre les mesures nécessaires.

S'agissant des associations apolitiques ayant pris position et affiché leur soutien à un candidat aux prochaines présidentielles, il affirme que la loi est «claire».

«Le président de l'association n'a pas le droit d'annoncer la position de l'association en question. S'il veut soutenir un candidat donné il n'a qu'à le faire à titre personnel. Cela n'engage en aucun cas les adhérents qui peuvent être de différences tendances politiques», a-t-il ajouté. Il estime que ces associations doivent rester dans le cadre de ce qui est prévu par la loi.

R. N.

PRÉSIDENTIELLE 2014

Les préconisations d'un expert consultant

Abdelmalek Embarek Seraï, PDG d'Algeria International Consult (AIC) et expert consultant, dresse un bilan peu glorieux du règne du président sortant Abdelaziz Bouteflika. Venu animer une conférence sur «les priorités et urgences du programme du prochain président de la République notamment dans le domaine économique», l'expert consultant met l'accent sur les insuffisances du gouvernement sortant et liste les priorités à mettre en place par le prochain président qui permettraient «le redressement du pays».

Saadia Gacem - Alger (Le Soir) - Selon Abdelmalek Seraï, «les Algériens ont perdu confiance en les institutions étatiques». Il faudrait, ajoute-t-il, «dans un premier temps rétablir la confiance, communiquer avec le peuple, développer l'agriculture et réformer la justice». Ce sont pour lui les trois priorités à inscrire dans le programme gouvernemental du prochain président de la République. L'expert explique que le prochain gouvernement devra avoir pour «mission de

vulgariser la communication, regagner la confiance des citoyens».

Pour ce qui est du développement agricole, Abdelmalek Seraï déplore l'absence de volonté politique dans le domaine : «nous avons laissé des terres fertiles à l'abandon. Nous ne produisons plus, l'importation a augmenté».

Seraï préconise une politique de développement de l'agriculture. «Il faudra faire appel à de la main-d'œuvre étrangère, marocaine par

exemple, car nos jeunes ne veulent pas travailler dans ce domaine.»

Le consultant recommande par ailleurs la création de près de deux millions de PME-PMI, afin de diminuer l'importation, «l'industrie doit être revue à la hausse. On ne peut pas continuer comme ça. Nous ne sommes pas indépendants, il y a beaucoup trop d'importation et de surcroît des produits de mauvaise qualité voire dangereux pour la santé. Par exemple, nous continuons à importer des pesticides interdits depuis les années 1970».

Concernant la justice, Abdelmalek Seraï expliquera qu'il faudra la réformer. «Nos magistrats, notre justice actuelle obéit à l'administration du pouvoir. La justice doit se rapprocher du citoyen. Il faut qu'elle soit indépendante et compétente, c'est à dire en améliorant la formation.» Dans ce domaine, Seraï affirme sans sourcilier que l'Algérie

n'a pas besoin de sociologues ou de psychologues mais de managers, et d'ingénieurs de haut niveau. Que serait une société sans sciences humaines, sans intellectuels ?

Enfin, selon Abdelmalek Seraï, le gouvernement sortant aurait négligé «le développement humain. Par exemple, ils ont construit des hôpitaux mais nous n'avons pas formé le personnel, nous avons également de très belles universités mais nous n'avons pas les formations adéquates et les enseignants pour les dispenser». Par ailleurs, Seraï fut le conseiller technique de la présidence de la République sous Liamine Zéroual. Il explique qu'il est bien entendu «tout à fait d'accord avec la lettre de Zéroual qui appelle les Algériens à aller voter». Il précise toutefois qu'il ne soutient aucun candidat, «je ne suis pour aucun candidat, je suis pour l'Algérie».

S. G.